

Statuts de la fondation de coopération scientifique

Ecole des Neurosciences de Paris-Ile-de-France (ENP)

I - But de la fondation

Article 1^{er} : Objet de la fondation

Le réseau thématique de recherche avancée « Ecole des Neurosciences de Paris », créé sous la forme d'une fondation de coopération scientifique régie par les présents statuts en 2007 a pour but de promouvoir les recherches au plus haut niveau dans le domaine des Neurosciences et de faciliter leurs applications, notamment en Neurologie et en Psychiatrie, dans le cadre du projet "comprendre le cerveau pour traiter ses maladies".

Tout établissement ou organisme de recherche ou d'enseignement supérieur et de recherche, public ou privé, français ou étranger, ainsi que toute autre personne morale de droit privé telle une entreprise, peuvent participer à ce réseau comme fondateur.

Ce réseau regroupe des unités de recherche relevant, soit de ces fondateurs, soit des partenaires associés, autour d'une politique de recherche commune, facilitée par leur proximité géographique. La liste des unités impliquées dans le réseau à la création de la fondation figure en annexe 1 aux présents statuts.

La fondation a pour but d'apporter à ces unités des moyens complémentaires dans le cadre d'une stratégie commune pour renforcer leur interactivité scientifique et leur rayonnement international leur permettant d'attirer les meilleurs scientifiques mondiaux.

La fondation mettra en œuvre les moyens à sa disposition pour assurer la visibilité et l'attractivité des laboratoires participant au réseau, favoriser l'installation de nouvelles équipes performantes et renforcer la capacité des équipes du réseau à mener à bien des projets de recherche d'excellence.

La fondation a son siège dans l'Académie de Paris.

Article 2 : Moyens d'action de la fondation

Pour l'accomplissement de ses missions, la fondation :

- met en place tout moyen pour élaborer une stratégie commune au réseau ;
- conclut avec l'Etat une convention précisant les objectifs en terme d'ouverture internationale et de mise en œuvre d'une stratégie scientifique commune, ainsi que les indicateurs scientifiques et financiers permettant d'en suivre la réalisation ;
- conclut avec les fondateurs des conventions pluriannuelles précisant les conditions de leur collaboration avec la fondation.

La fondation peut, par ailleurs :

- associer par convention au réseau des partenaires tels que des collectivités territoriales, des entreprises, des associations, des établissements ou organismes de recherche ou d'enseignement supérieur et de recherche non fondateurs ;
- associer, par convention conclue avec les établissements dont elles relèvent, les écoles doctorales auxquelles participent certaines des unités de recherche impliquées dans le réseau ;
- recruter et gérer des personnels, en particulier des personnels qui seront accueillis dans les unités de recherche impliquées dans le réseau, notamment des chercheurs associés étrangers ;
- financer des programmes de recherche exécutés par les unités impliquées dans le réseau ;
- développer toutes coopérations, notamment européennes et internationales ;
- créer, gérer et subventionner des services communs au réseau, plates-formes technologiques, espaces d'accueil et d'hébergement ;
- mettre à disposition des locaux, les gérer et les entretenir ;
- mener toute autre action nécessaire à l'accomplissement de ses missions.

II - Administration et fonctionnement

Article 3 : Composition du conseil d'administration

La fondation est administrée par un conseil d'administration composé à sa création de 21 membres dont :

- 16 membres au titre des fondateurs initiaux, selon une répartition, à la création de la fondation, figurant en annexe 2 ;
- 1 membre représentant les enseignants-chercheurs, enseignants, chercheurs et ingénieurs-chercheurs ;
- 2 membres au titre des partenaires associés, répartis comme suit :
 - o 1 membre représentant les collectivités territoriales ;
 - o 1 membre représentant le monde économique ;
- 2 personnalités qualifiées.

Le conseil d'administration, statuant à la majorité des trois quarts de ses membres en exercice peut accepter, sur proposition d'un fondateur, de nouveaux membres fondateurs.

Chaque nouveau membre fondateur dispose d'un représentant au moins au sein du conseil d'administration, le nombre des membres au titre des fondateurs et celui des membres du conseil d'administration étant augmentés d'autant.

Le représentant des enseignants-chercheurs, enseignants, chercheurs et ingénieurs-chercheurs est choisi selon les modalités établies au règlement intérieur. Dans l'attente de l'adoption du règlement intérieur et de l'élection du représentant des enseignants-chercheurs, enseignants, chercheurs et ingénieurs-chercheurs et pendant une durée qui ne peut dépasser un an, le conseil d'administration peut valablement délibérer sans la présence de ce représentant.

Les membres représentant les partenaires associés sont désignés par ces derniers, dans les conditions fixées au règlement intérieur. Dans l'attente de l'adoption du règlement intérieur et de la conclusion des conventions de partenariat et pendant une durée qui ne peut dépasser un an, le conseil d'administration peut valablement délibérer sans la présence de ces représentants.

Les personnalités qualifiées sont choisies par les fondateurs en raison de leur compétence dans les domaines d'activité de la fondation dans les conditions prévues au règlement intérieur.

A l'exception des membres au titre des fondateurs, les membres du conseil sont nommés ou élus pour une durée de 5 ans. Leur mandat est renouvelable. Le règlement intérieur précise les conditions dans lesquelles il est procédé au renouvellement des membres du conseil.

A l'exception des membres au titre des fondateurs et du représentant des collectivités territoriales, les membres du conseil d'administration peuvent être déclarés démissionnaires d'office ou révoqués pour juste motif par le conseil d'administration dans les conditions définies par le règlement intérieur, dans le respect des droits de la défense.

Les membres du conseil sont tenus d'assister personnellement aux séances du conseil. En cas d'empêchement, un membre peut donner son pouvoir dans les conditions définies par le règlement intérieur. Chaque membre ne peut toutefois détenir plus d'un pouvoir.

Le recteur de l'Académie de Paris, chancelier des universités, est commissaire du Gouvernement ; il assiste aux séances du conseil avec voix consultative. Il peut être représenté par un fonctionnaire ayant reçu délégation à cet effet.

Article 4 : Fonctionnement du conseil d'administration

Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président et un trésorier.

Il se réunit sur convocation de son président aussi souvent que l'intérêt de la fondation l'exige et au moins deux fois par an, ou à la demande d'un quart au moins de ses membres ou du commissaire du Gouvernement.

Le conseil d'administration délibère valablement si la majorité de ses membres en exercice sont présents ou représentés. Si le quorum n'est pas atteint, il est procédé à une nouvelle convocation dans les conditions qui sont précisées par le règlement intérieur. Le conseil peut alors valablement délibérer si le tiers au moins des membres en exercice sont présents ou représentés.

Sous réserve des stipulations des articles 3, 6, 14 et 15, les délibérations du conseil sont prises à la majorité des suffrages exprimés. En cas de partage égal des voix, la voix du président est prépondérante.

Lorsqu'une délibération lui paraît contraire aux statuts, au règlement intérieur ou aux dispositions législatives ou réglementaires en vigueur, le commissaire du Gouvernement peut demander dans un délai de deux mois une nouvelle délibération à la majorité des trois quarts des membres en exercice.

Il est tenu un procès-verbal des séances, qui est signé par le président.

Toute personne dont l'avis est utile, peut être appelée par le président à assister, avec voix consultative, aux séances du conseil.

Article 5 : Gratuité des fonctions d'administrateurs

Les fonctions de membre du conseil d'administration sont gratuites.

Des remboursements de frais sont seuls possibles sur justificatifs, dans les conditions fixées par le conseil d'administration et selon les modalités définies par le règlement intérieur.

III - Attributions

Article 6 : Attributions du conseil d'administration

Le conseil d'administration règle, par ses délibérations, les affaires de la fondation.

Notamment :

- 1° il approuve la stratégie de développement de la fondation et veille à son exécution ;
- 2° il se prononce sur les conventions pluriannuelles avec les fondateurs mentionnées au quatrième alinéa de l'article 2. Celles-ci mentionnent notamment les unités impliquées dans le réseau et les modalités de propriété intellectuelle. Ces décisions sont prises à la majorité des trois quarts de ses membres en exercice, l'établissement intéressé ne prenant pas part à la délibération ;
- 3° il se prononce sur les conventions mentionnées au sixième alinéa de l'article 2, conclues avec les collectivités territoriales, entreprises, associations ou établissements ou organismes de recherche ou d'enseignement supérieur et de recherche non fondateurs, qui confèrent à ces derniers la qualité de partenaire de la fondation ;
- 4° il se prononce sur les conventions d'association des écoles doctorales mentionnées au septième alinéa de l'article 2 ;
- 5° il arrête, après avis du conseil scientifique, les orientations générales pluriannuelles et le programme d'action annuel de la fondation ;
- 6° il vote le budget et ses modifications qui comprennent en annexe un état prévisionnel des effectifs de personnel ;
- 7° il adopte le rapport d'activité sur la situation scientifique, morale et financière de la fondation ;
- 8° il reçoit, discute et approuve les comptes de l'exercice clos qui lui sont présentés ;

- 9° il adopte le règlement intérieur ;
- 10° il accepte les dons et les legs et autorise, en dehors de la gestion courante, les acquisitions et cessions de biens mobiliers et immobiliers, les marchés, les baux et les contrats de location, la constitution d'hypothèques et les emprunts ainsi que les cautions et garanties accordées au nom de la fondation ;
- 11° il désigne un ou plusieurs commissaires aux comptes choisis sur la liste mentionnée à l'article L. 822-1 du code de commerce ;
- 12° il fixe les conditions de recrutement et de rémunération des personnels ;
- 13° il délibère sur les conventions entrant dans le champ de l'article L.612-5 du code de commerce ; dans ce cas, il se prononce hors la présence de la personne intéressée ;
- 14° il délibère sur les transactions.

Le conseil d'administration peut créer un ou plusieurs comités chargés de l'assister ou d'assister le directeur dans toutes les actions menées par la fondation. Leurs attributions, leur organisation et leurs règles de fonctionnement sont fixées par le règlement intérieur.

En deçà d'un montant qu'il détermine, le conseil d'administration peut accorder au président une délégation permanente pour les cessions et acquisitions de biens mobiliers et immobiliers, les marchés, les contrats de location, les actions en justice, les transactions ainsi que pour l'acceptation des donations et des legs, à charge pour ce dernier de lui en rendre compte à chaque réunion du conseil.

Article 7 : Le conseil scientifique

Un conseil scientifique composé de 8 à 12 personnalités scientifiques françaises ou étrangères, extérieures à la fondation, est désigné par le conseil d'administration pour une durée de quatre ans, renouvelable par moitié dans des conditions précisées par le règlement intérieur. Le conseil scientifique se réunit au moins une fois par an.

Il élit en son sein un président. Ce dernier assiste, avec voix consultative, aux réunions du conseil d'administration.

Le conseil scientifique est notamment consulté sur les orientations générales pluriannuelles et le programme d'action annuel de la fondation avant leur approbation par le conseil d'administration.

Article 8 : Attributions du président de la fondation et du trésorier

Après avis du conseil d'administration, le président nomme le directeur de la fondation. Il met fin à ses fonctions dans les mêmes conditions.

Le président représente la fondation dans tous les actes de la vie civile et la représente en justice. Il ordonnance les dépenses. Il instruit toutes les affaires soumises au conseil d'administration et pourvoit à l'exécution de ses délibérations. Il peut donner dans les conditions définies par le règlement intérieur délégation au directeur.

Le président ne peut être représenté en justice que par un mandataire agissant en vertu d'une procuration spéciale. Toutefois, le président peut consentir au directeur une procuration générale pour représenter la fondation dans les litiges qui touchent à la gestion courante dans des conditions définies par le règlement intérieur.

Le trésorier encaisse les recettes et acquitte les dépenses.

Article 9 : Direction de la fondation

Le directeur dirige l'activité courante de la fondation, en particulier la préparation et l'exécution de ses programmes, et en assure le fonctionnement. Il dispose des pouvoirs nécessaires à l'exercice de sa mission par délégation du président.

Il assiste avec voix consultative, aux réunions du conseil d'administration et du conseil scientifique. En cas de conflit d'intérêt, il se retire à la demande du président de l'instance considérée.

Article 10

A l'exception des opérations de gestion courante des fonds composant la dotation, les délibérations du conseil d'administration relatives aux aliénations de biens mobiliers et immobiliers composant la dotation sont exécutoires trois mois après la tenue du conseil sauf opposition du commissaire du Gouvernement. Il en va de même pour les délibérations de ce conseil portant sur la constitution d'hypothèques ou sur les emprunts.

IV - Dotation et ressources

Article 11 : Dotation

La dotation initiale comprend 17 950 000 euros dont une partie non consommable qui représente 10 % de la dotation initiale. La dotation initiale fait l'objet des apports suivants :

- 1 250 000 euros affectés par le Commissariat à l'énergie atomique (CEA), versés selon le calendrier suivant :
 - o 250 000 euros dans les deux mois suivant la publication du décret approuvant les statuts de la fondation,
 - o 250 000 euros par an pendant les quatre années suivantes, chaque versement étant effectué au plus tard un an après le versement précédent,
- 600 000 euros affectés par le Centre national de la recherche scientifique (CNRS), versés selon le calendrier suivant :
 - o 120 000 euros dans les deux mois suivant la publication du décret approuvant les statuts de la fondation,
 - o 120 000 euros par an pendant les quatre années suivantes, chaque versement étant effectué au plus tard un an après le versement précédent,

- 500 000 euros affectés par l'Institut national de la recherche médicale (INSERM), versés selon le calendrier suivant :
 - o 100 000 euros dans les deux mois suivant la publication du décret approuvant les statuts de la fondation,
 - o 100 000 euros par an pendant les quatre années suivantes, chaque versement étant effectué au plus tard un an après le versement précédent,
- 350 000 euros affectés par l'Université Pierre et Marie Curie (UPMC), versés selon le calendrier suivant :
 - o 70 000 euros dans les deux mois suivant la publication du décret approuvant les statuts de la fondation,
 - o 70 000 euros par an pendant les quatre années suivantes, chaque versement étant effectué au plus tard un an après le versement précédent,
- 250 000 euros affectés par l'Université Paris-Sud 11, versés selon le calendrier suivant :
 - o 50 000 euros dans les deux mois suivant la publication du décret approuvant les statuts de la fondation,
 - o 50 000 euros par an pendant les quatre années suivantes, chaque versement étant effectué au plus tard un an après le versement précédent,
- 15 millions d'euros d'apport de l'Etat.

Les versements des fondateurs personnes de droit privé font l'objet d'actes de donation notariés.

La dotation est accrue du produit des libéralités acceptées sans affectation spéciale. La dotation, hors apports de l'Etat, peut être accrue en valeur absolue par décision du conseil d'administration.

La fondation dispose des biens constituant la dotation pour l'accomplissement de son objet. Elle peut procéder à leur aliénation dans les conditions prévues aux articles 6 et 10 des présents statuts.

Article 12 : Fonds de dotation

Le fonds de dotation est placé en valeurs mobilières, cotées ou non cotées à une bourse officielle française ou étrangère, en titres de créances négociables, en obligations assimilables du Trésor, en immeubles nécessaires au but poursuivi ou en immeubles de rapport.

Article 13 : Ressources annuelles et budget de la fondation

Les ressources annuelles de la fondation se composent :

- 1° du revenu de la dotation et de la partie de cette dernière consacrée au financement des actions de la fondation, étant précisé que la fraction de la dotation susceptible d'être consommée annuellement ne peut excéder 20% du montant initial de la part consommable de la dotation ;
- 2° des subventions et donations qui peuvent lui être accordées ;
- 3° du produit des libéralités ;
- 4° de toutes autres ressources et notamment du produit des ventes et des rétributions perçues pour service rendu.

La fondation établit dans les six mois qui suivent la fin de chaque exercice social des comptes annuels certifiés par un commissaire aux comptes, conformément au règlement n° 99-01 du 16 février 1999 du comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations, homologué par l'arrêté interministériel du 8 avril 1999.

V - Modification des statuts et dissolution

Article 14 : Modification des statuts

Les présents statuts ne pourront être modifiés qu'après une délibération du conseil d'administration à la majorité des trois quarts des membres en exercice, présents ou représentés. La présence de la majorité des membres en exercice du conseil d'administration et d'au moins un représentant de chaque membre fondateur est requise.

Article 15 : Dissolution de la fondation

La fondation est dissoute sur décision du conseil d'administration à la majorité des trois quarts des membres en exercice, présents ou représentés, ou en cas d'abrogation du décret approuvant ses statuts ou, au plus tard, à la date à laquelle la dotation définie à l'article 11 est réduite à 10% de la dotation initiale.

Le conseil d'administration désigne alors un ou plusieurs commissaires qu'il charge de procéder à la liquidation des biens de la fondation et auquel il confère tous les pouvoirs nécessaires pour mener à bien cette mission. Le conseil attribue l'actif net à un ou plusieurs établissements ayant une mission analogue, publics ou reconnus d'utilité publique.

Ces délibérations sont adressées sans délai au ministre chargé de la recherche.

Dans le cas où le conseil d'administration n'aurait pas pris les mesures indiquées, un décret interviendrait pour y pourvoir. Les détenteurs de fonds, titres et archives appartenant à la fondation s'en dessaisiront valablement entre les mains du commissaire désigné par ledit décret.

Article 16 : Exécution des délibérations du conseil d'administration relatives à la modification des statuts ou à la dissolution de la fondation

Les délibérations du conseil d'administration mentionnées aux articles 14 et 15 des présents statuts sont exécutoires deux mois après leur réception par le ministre chargé de la recherche, s'il n'y a pas fait opposition dans ce délai.

VI - Contrôle et règlement intérieur

Article 17 : Contrôle

Le budget et ses modifications ainsi que ses annexes, le rapport, les comptes annuels et une liste actualisée des unités composant le réseau sont adressés chaque année au ministre chargé de la recherche et au ministre chargé du budget.

Le ministre chargé de la recherche aura le droit de faire visiter par ses délégués les divers services dépendant de la fondation et de se faire rendre compte de leur fonctionnement. Il pourra notamment désigner à cet effet le commissaire du Gouvernement.

18: Règlement intérieur

Un règlement intérieur, qui précise les modalités d'application des présents statuts, est élaboré conformément à l'article 6. Il entre en vigueur après approbation du commissaire du Gouvernement ou deux mois après la tenue du conseil d'administration s'il n'y est pas fait opposition par le commissaire du Gouvernement dans ce délai. Il est modifié dans les mêmes conditions.

Pour le Centre national de la recherche scientifique

Pour l'Université Pierre et Marie Curie – Paris 6

Pour le Commissariat à l'énergie atomique

Pour l'Institut national de la santé et de la recherche médicale

Pour l'Université Paris-Sud 11

ANNEXE 1 : Liste des unités impliquées dans le réseau thématique de recherche avancée « École des neurosciences de Paris-Ile-de-France »

Unité ¹	Établissement fondateur de rattachement					Autre
	CEA	CNRS	Inserm	UP6	UP11	
UMR-S 546			X	X		
UMR-S 610			X	X		
UMR-S 677			X	X		
UMR-S 679			X	X		
UMR-S 739			X	X		
UMR-S 711			X	X		
UPR640		X				
UMR-S 839			X	X		
UMR7102		X		X		
UMR-S 513			X			
UMR-S 667			X			Collège de France
UMR7152		X				Collège de France
DEC		X	X			Ecole Normale Supérieure Paris 5
UMR-S 603			X			Paris 5
UMR8118		X				Paris 5
UMR8119		X				Paris 5
U567/UMR8104 (équipe Neurosciences)		X	X			Paris 5
URA2182		X				Institut Pasteur
UMR-S 562	X		X		X	
UMR-S 797	X		X		X	
UMR8620		X			X	
UPR2197		X			X	
UPR2216		X			X	
UPR2191		X			X	
URA2210	X	X				
Neurospin (LRMN, LNAO, LBIOM, LBI)	X					
UMR-S 841			X			Paris 12

CEA : Commissariat à l'énergie atomique
 CNRS : Centre national de la recherche scientifique
 Inserm : Institut national de la santé et de la recherche médicale
 UP6 : Université Pierre et Marie Curie – Paris 6
 UP11 : Université Paris-Sud 11

¹ Les équipes labellisées par les fondateurs ou des programmes internationaux dans le cadre de programmes sélectifs destinés aux jeunes chercheurs (ex: Avenir, Atip, EURYI...) et relevant du domaine d'activité de la fondation peuvent être associées au réseau pendant la durée de leur labellisation sur simple proposition du directeur de la fondation.

ANNEXE 2 : Répartition, à la création de la fondation, des sièges entre les membres du conseil d'administration au titre des fondateurs

Fondateur	Nombre de sièges
Commissariat à l'énergie atomique (CEA)	4
Centre national de la recherche scientifique (CNRS)	4
Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm)	4
Université Pierre et Marie Curie – Paris 6 (UP6)	3
Université Paris-Sud 11 (UP11)	1
TOTAL	16